

Christian BERTIN
membre du PCF
Section de Rennes
Cellule Drouittas
12 rue de CHÂTEAUGIRON
35000 RENNES
02.99.53.71.77

Rennes, 24 Septembre 2012

Pierre LAURENT
Secrétaire National du P.C.F.

Objet : Contribution
à la préparation du
36^e Congrès du PCF.

Cher Camarade,

À la suite de l'information publiée dans l'hebdomadaire
du 14 septembre 2012 concernant le calendrier de la préparation
du 36^e Congrès du P.C.F., je t'adresse une contribution..

Cette contribution comporte trois textes distincts :

- quelques réflexions sur la mutation récente du P.C.F.
- quelques remarques à propos de quelques dirigeants du PCF que
j'ai cotéjés au cours des dernières années.
- une documentation historique sur l'idée et le projet
communistes.

Je précise qu'il s'agit d'une contribution individuelle.

Je suis actuellement un simple adhérent du P.C.F. pour des
raisons de santé.

J'ai toutefois exercé jadis depuis 67 en diverses responsabilités
dirigeantes dans les Jeunes Communistes, puis dans le PCF
aux niveaux départemental ou local.

Fraternellement :

Ch. Bertin

- P.J. 2 dossiers.

Éléments de réflexion à propos de l'évolution de l'opinion politique
et de la nécessité urgente de la mutation du P.C.F.

Sarkozy et l'U.M.P. ont été chassés du pouvoir. Pour la sixième fois depuis 1936, la social-démocratie accède à la direction du gouvernement de la France. Quelle politique va-t-elle mener? Toute illusion à ce sujet serait fatale. Il va pratiquer une politique réformatrice. La question du positionnement du P.C.F. s'est posée. Elle a été résolue par le vote des adhérents le 18 juin 2012 et la décision du Conseil national excluant dans les conditions présentes toute participation au gouvernement Hollande-Ayrault. En même temps, le P.C.F. a indiqué qu'il s'assignait pour tâche centrale de mobiliser les forces vives de notre peuple afin qu'elles interviennent pour faire précéder les mesures économiques et sociales progressistes nécessaires pour surmonter la crise capitaliste en cours. Cette tâche s'avère complexe, les niveaux de conscience et les rapports de forces étant ce qu'ils sont.

L'élection de F. Hollande et d'une majorité de députés sociaux-démocrates ou écologistes à l'Assemblée Nationale ne saurait nous faire oublier le fait que les partis de Droite et d'extrême Droite demeurent influents malgré leurs défaites électorales en 2012. Les suffrages exprimés en faveur de l'UMP, du parti de Madame LÉPEN et de BAYROU ont oscillé entre 6,6% et 49,57% aux premiers tours de l'année 2012, ce qui nous donne la mesure de la tâche à accomplir. Ajoutons le fait que le P.C.F. est lui-même partagé entre des courants divers, ce qui gêne la réflexion et l'activité dans certains départements. C'est notamment le cas en Ille et Vilaine. Ces questions concernent des domaines d'importance majeure:

- notre projet de transformation de la société française.
- notre politique d'union.
- les conditions de fonctionnement et de vie du P.C.F.

1° A PROPOS DE NOTRE PROJET DE TRANSFORMATION DE NOTRE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Ce problème est d'autant plus important que l'expérience révéle que les révolutions dégénèrent parfois. Ce fut le cas de la

Révolution française de 1789 qui, après avoir proclamé les Droits de l'homme et du citoyen a abouti quinze ans plus tard à l'instauration d'un régime impérial autoritaire et à des pratiques guerrières qui s'élevèrent en désastres. Ce fut aussi le cas de la Révolution d'Octobre 1917 qui, après la disparition de Lénine, a dégénéré dans des pratiques économiques et étatiques bureaucratiques et répressives avec Staline et a finalement imploré en 1991.

Un changement DE SOCIÉTÉ, ce n'est pas seulement d'autres formes de pouvoirs et d'institutions politiques, cela implique une transformation fondamentale de la vie sociale et des rapports humains dans tous les domaines :

- activités et rapports sociaux, économiques et financiers - recherche.
- problèmes écologiques, rapports entre la nature et les humains.
- pratiques éducatives et vie culturelle de la société.
- Santé publique. Sécurité sociale, services hospitaliers, statut des médecins.
- Démocratie, institutions politiques et judiciaires.
- Rapports internationaux. Sauvegarde de la paix mondiale.

Cette transformation des sociétés doit être nécessairement pensée avant d'être réalisée. Ce problème est d'autant plus important que, depuis 1970, nous sommes confrontés à un nouveau type de capitalisme - le capitalisme financier international - générateur de crises, de chômage massif et de misère notamment en Europe occidentale. Notre effort d'analyse et d'expression n'est pas à la mesure des problèmes posés. Le comrade Paul BOCCARA publie chaque année des études théoriques précieuses. Le collectif de la revue "Economie et Politique" édite périodiquement des articles valables sur les sujets d'actualité. Mais le fait est là. La diffusion des livres de Paul Boccara et de la revue "Economie et Politique" ne sont pas à la mesure des problèmes posés dans la société et leur lecture est en outre inférieure à leur diffusion, y compris parmi les militants du P.C.F. Il nous manque un livre

sur la désindustrialisation tropique de notre pays : perte de centaines de milliers d'emplois industriels entre 1982 et 2002 et perte de cinq cents mille emplois industriels supplémentaires de 2002 à 2012. Ce processus se poursuit actuellement dans de multiples secteurs - automobiles, sidérurgie, produits pharmaceutiques, ... -

"Je suis un patron qui délocalise et j'en suis fier" déclarait en 2005 Mr Guillaume SANDOZ, frère de l'ancien président de la République, président de l'Union des Industries Textiles et vice-président du MEDEF.

M. Gunter VERHEUGEN, Haut Commissaire de l'Union Européenne à l'Industrie déclarait le 6 janvier 2005 dans le journal "Le Monde"

"Nous sommes dans un processus de délocalisation qu'il n'est pas possible d'arrêter. Les activités qui nécessitent du moins d'œuvre doivent être transférées hors d'Europe - Les Etats n'y peuvent pas grand'chose... On doit accepter la libre concurrence. On doit notamment libéraliser les services..." De dizaines d'autres déclarations du P.C.F., seraient bien inspirées de faire paraître un ouvrage sur ces questions concrètes qui se posent depuis trente ans en précisant nos solutions constructives alternatives.

En ce qui concerne les problèmes de l'Education et de la Culture, notre activité est inégale - Entre 1935 et 1980, nous avons déployé une activité originale, intense et de très haute qualité, y compris dans les domaines culturel et éditorial. Ensuite, cette activité s'est dégradée au niveau national par suite des faibles intérêts accordés à ces questions par J. Marchais. Dans quelques départements, une certaine activité s'est maintenue.

3

Dans le secteur de la santé publique, la Commission nationale du Parti Communiste Français travaillant dans ce domaine a publié un ouvrage collectif de qualité. Dans les autres domaines, notre apport est faible et même très faible. Certes, il convient d'y ajouter la contribution de la revue "La Pensée", mais sa diffusion limitée concerne surtout des milieux intellectuels souvent éloignés de l'activité sociale. On doit ajouter l'apport de "l'Humanité" qui est toujours centré sur les problèmes immédiats de la vie sociale. Ce rapide bilan met en évidence les insuffisances de notre réflexion et de notre activité à propos de notre contribution à l'effort d'étude et d'expression au sujet des principaux problèmes de notre société en crise.

Que faire pour y remédier ? Il convient de développer les Collectifs de réflexion et d'expression du Front de gauche aux niveaux départementaux au sujet des cinq domaines cités ci-dessus. Actuellement, ces Collectifs existent au niveau national. Leur activité est toujours centrée sur l'effort à la direction nationale. Il n'en sera pas de même des collectifs départementaux dont le champ d'étude et d'expression devra être axé sur la vie locale. Ces Collectifs devront être ouverts aux auteurs de la vie sociale qu'ils soient membres du PCF ou des organisations du Front de gauche ou simplement progressistes. Le rôle de ces collectifs sera de réfléchir aux problèmes de leur secteur d'activité et de s'exprimer publiquement à ce sujet. Ces collectifs pourront établir des contacts avec les Collectifs nationaux correspondants et bénéficier de conseils

et d'échanges d'informations auprès d'eux. Ces collectifs ne pourront pas être créés simultanément dans tous les départements. Il conviendra de les constituer successivement en fonction des forces et des concours disponibles sur place au niveau départemental.

2° A PROPOS DE LA POLITIQUE D'UNION PRATIQUÉE PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Les camarades qui élaborèrent l'orientation du Front Populaire en 1934-35 avaient défini en ces termes leur pratique unitaire : "L'union à la base toujours. L'union à la base et au sommet quelquefois. L'union seulement au sommet, jamais". Ils la mirent en application avec une intelligence remarquable dans le climat difficile de l'époque. Quelques années plus tard, dans les conditions extrêmes de la seconde guerre mondiale, les dirigeants du PCF créèrent "le Front National" au printemps 1941 dans les conditions de l'occupation hitlérienne afin de préparer la Libération de la France. En janvier 1943, le représentant du PCF en mission à Londres fit savoir au général de Gaulle que notre parti adhérait au "Comité de la France libre". Sur le sol national, alors que défiait la répression implacable de la Gestapo et de la Milice de Péteïn, le PCF fut le principal organisateur de la Résistance armée et politique. Au lendemain de la Libération en 1945, le PCF, des ministres communistes assumèrent des responsabilités majeures dans le gouvernement du président de Gaulle afin d'assurer la renaissance de la France ruinée et dévastée. La politique d'union du P.C.F. a été générale de 1934 à 1963. Cela lui valut de tripler ses voix et son audience de 1934 à 1947, passant de 8% des suffrages exprimés en 1932 à 28,7% en novembre 1947. Certains diront peut-être que les circonstances étaient favorables. Ceux et celles qui diront cela n'ont pas vécu ces années là.

Le général de Gaulle revient au pouvoir en 1958. Il devait mettre en œuvre une politique de développement du capitalisme sur une base

nationaliste et d'instauration d'un régime politique autoritaire non démocratique, la V^e République (1958-62). Cette politique fut assortie de mesures ^{positives} = probations de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans avec maintien de dispositions discriminatoires, conclusion de la paix en Algérie, création d'un réseau moderne d'établissements hospitaliers publics (CHU, centres locaux), association des soins, la formation et la recherche médicale selon le projet du docteur Delcroix.

Le PCF s'est engagé en 1964 dans une démarche politique visant à présenter une candidature d'opposition au président Ch. De Gaulle, en l'occurrence celle de François Mitterrand, personnalité politique au passé équivoque, opposant au Front populaire en 1936-37, rallié au régime de De Gaulle, puis Résistant à partir de 1943, partisan de "l'Algérie française", puis opposant à la Constitution de la V^e République. L'accord entre Waldeck Rochet et F. Mitterrand se fit dans le salon de l'avocat social-démocrate DUMAS. Devenu en 1965 le principal candidat d'opposition au président de Gaulle, Mitterrand recueillit lors de l'élection présidentielle de 1965, 45% des suffrages exprimés. Les positions équivoques de F. Mitterrand posèrent de sérieux problèmes aux militants communistes durant la campagne électorale de 1965. En 1969, le PCF décida de présenter son propre candidat - Jacques Duclos - qui recueillit 21,3 % des suffrages exprimés le candidat du P.S. obtenant 5%.

Les négociations entre le PCF et Mitterrand devaient reprendre après 1968. Ces rencontres aboutirent à l'élaboration laborieuse et à la signature d'un programme dit "commun" dont l'actualisation fut refusée par Mitterrand au début de l'année 1977. Durant ces années, Mitterrand avait dans la même semaine adhéré au parti socialiste, et en était devenu le premier dirigeant national.

F. Mitterrand devait préciser devant le Congrès de l'Internationale socialiste réuni à Vienne les motifs de sa démarche : "refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PCF lui-même afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste". L'objectif fixé fut atteint et même dépassé. Lors des élections législatives de 1978, le P.S. recueillit 24,7% des suffrages exprimés, soit cinq fois plus qu'en 1969. Le PCF recruta avec 20,5% des voix. Lors de l'élection présidentielle de 1981, Georges Marchais, candidat du PCF, ne recueillit plus que 15,3% des suffrages exprimés alors que F. Mitterrand triompha. Le programme dit "commun" devint une référence vide de sens pour l'essentiel de ses dispositions. Quelques mesures sociales furent annoncées, la plus importante celle de l'âge de la retraite à 60 ans. Les nationalisations industrielles et bancaires prévues dans le programme commun devinrent en fait des étatisations très chèrement payées à leurs actionnaires qui plaçaient les capitaux à la Bourse dont les cours montèrent en flèche. La réforme des institutions autoritaires de la V^e République ne fut jamais réalisée. Les pouvoirs du président de la République furent même écorés, notamment en cas de recours à la guerre.

Ce bilan négatif n'empêcha pas le nouveau secrétaire général du PCF proposé par Georges Marchais à Robert HUE - de pérorer la participation de ministres communistes au gouvernement Jospin en 1997 sur la base d'une simple déclaration de bonnes intentions sociales communes signée par les deux partis concernés - le PS et le PCF - Cette union se traduisit en 2002 par le double échec de Robert HUE à l'Élection présidentielle où il recueillit 8% des voix et celui de Jospin à la

présidence de la République. La gauche dite plurielle avait révélé son impuissance à répondre aux vœux du Français. En 2007, dans le sillage du succès du "Non" au référendum, certains dirigeants communistes pensèrent pouvoir confier aux Comités de la gauche anti-libérale le soin de choisir un ou une candidat(e) commun à l'Élection présidentielle. Ce fut un échec total. Les Comités de la gauche anti-libérale constituaient en lieu d'échange d'idées intéressées. Ils ne constituaient pas une structure pour désigner un ou une candidat(e) commun compte tenu de leur diversité politique.

La politique d'union pratiquée par la direction du PCF depuis 1964 a été, sauf à de rares moments, fondée sur des erreurs. Il n'y a pas d'union durable et viable dans la confusion des buts et des idées.

La création récente du Front de gauche a suscité des espoirs. Le Front de gauche n'auroit d'avenir que s'il se fonde à la base et non pas comme un cartel électoral. À la base, cela signifie des idées propres dans et des actes qui rencontrent l'adhésion du force vives de la Nation. Les prisonniers qui contribuèrent le Front populaire l'avaient compris en leur Temps. La politique d'union du PCF exige d'être réfléchie et approfondie. Le succès du Front de gauche en dépend. Il y a actuellement trois positions dans le PCF à propos du Front de gauche :

- une position majoritaire favorable en faveur du Front de gauche sur la base du "meux disent". C'est la majorité.
- une position favorable au Front de gauche sur la base du "moins disent" en s'alignant sur les thèses du parti de gauche, à Rennes compris en majorité d'anciens membres du PS demeurés réformistes.
- une position hostile au Front de gauche sur la base d'arguments divers soit de tendances gauchistes, soit se réclamant de positions proches de Robert Hue qui demeurent influentes à Rennes malgré leur nocivité évidente.

3° À PROPOS DU MODE DE FONCTIONNEMENT DU P.C.F

Au cours de ses 92 années d'existence, le mode de fonctionnement du PCF a beaucoup évolué. Ses premières années furent très mouvementées. Le PCF précisa ses positions et son mode de fonctionnement à partir des premières années de la décennie des années 1932-34, notamment grâce à l'effort de Pierre Semard et de Maurice Thorez. Au lendemain de la Libération, le PCF comptait 700.000 adhérents-tes. Il rassemblait parmi ses principaux dirigeants des personnes de grand talent dans le milieu ouvrier divers. C'est aussi à cette époque que l'idéologie stalinienne connut une diffusion considérable à côté des œuvres de K. Marx et de Lénine. Le PCF n'a aucune responsabilité dans l'élaboration et la pratique politiques du régime stalinien. Mais il a diffusé sans analyse critique les écrits et l'idéologie de Staline sans discerner durant de nombreuses années la dénaturation de ces thèses par rapport à la démarche de Karl Marx et de Lénine. Il faudra attendre les années 1968-1972 soit 19 ans après le départ de Staline pour que le directeur du PCF prenne ses distances avec la théorie et les pratiques stalinienne sans en faire l'analyse théorique approfondie nécessaire. Les conséquences de cette myopie seront très lourdes au niveau des décisions politiques et du choix des dirigeants du PCF.

A) Le PCF s'efforce de définir et de proposer vers une société progressivement nouvelle - communauté - dans les conditions de l'existence de la société capitaliste financiarisée mondialisée en crise. C'est une tâche d'une extrême complexité qui exige un mode de vie spécifique. Le PCF n'est ni une Eglise, ni une Administration. La réalisation de cette tâche comporte de multiples aspects :

- l'orientation des luttes et des actions courantes afin de faire prévaloir l'intérêt des forces vives de la société aux niveaux des entreprises, des quartiers, de la vie associative, des institutions élues.
- le travail et l'étude des problèmes fondamentaux de notre société en crise et la définition de solutions alternatives progressistes. Cette tâche d'étude doit nécessairement être accomplie avec le concours de personnes qualifiées dans ces domaines et d'esprit progressiste.

- la mission d'expression de la politique du parti (presse, Télévision, Internet, candidature aux élections...)
- enfin la fonction de la formation, de l'affectation et de la promotion des cadres du parti.

Ces quatre tâches majeures requièrent le concours de compétences différentes et doivent être assurées par des camarades travaillant en synergie. Toute société nouvelle requiert des conceptions nouvelles et des pratiques de direction nouvelles. La conception du "chef" nous est étrangère. Elle est inhérente à la société capitaliste. Elle est exclue dans un parti communiste. Il faut une hiérarchie au niveau de l'exécution du travail. Il n'en faut pas au niveau de la conception des solutions. Tous les êtres humains ont une capacité de réflexion. La pratique démocratique est une exigence essentielle d'une société communiste et de la voie pour y parvenir.

B) Le PCF doit avoir une orientation commune. Ce n'est pas le cas actuellement où des conceptions diverses prévalent selon les départements. Jadis, chaque réunion du Comité départemental du PCF se déroulait en présence d'un membre de la Direction nationale. Cette règle a été abolie par Robert HUE qui y a substitué le principe de la présence d'un représentant de la direction nationale au niveau régional. Les secrétariats départementaux ont gagné en indépendance, le PCF a perdu en unité d'orientation. Il faut rétablir la règle de la présence d'un membre de la direction nationale auprès de chaque Comité départemental. C'est l'un des moyens de favoriser l'unité d'orientation du PCF et la qualité des décisions adoptées. Il n'est pas sûr qu'un dirigeant départemental soit souverain dans son département.

C) A propos de la formation des adhérents et de l'affectation des cadres.

Il s'agit d'une question majeure. Lors d'une session du Conseil National du PCF un camarade a reproché à la personne responsable de ce secteur de s'être vanté "d'avoir liquidé les écoles marxistes". Il ignore si le reproche était fondé. La personne visée par ce reproche n'a pas répondu. Le fait est qu'au cours des dernières décennies, les activités du PCF dans le secteur de la formation politique;

économique et sociale des adhérents. Ils se sont dégradés dans la plupart des départements et au niveau national. Cette négligence était très grave. Pierre Lecoq, lors de son élection en tant que Secrétaire national du PCF, a opportunément rappelé l'exigence de dispenser une formation échoque nouvel adhérent ou adhérent. J'ignore quelle suite a été donnée à cette directive. La revue "Economique et Politique" a publié d'utiles schémas de cours économiques.

Il convient de désigner dans chaque département une ou un camarade responsable aux questions de formation des militants et de promotion des cadres. Cette ou ce camarade aura pour tâche non seulement de suivre la formation des adhérents, mais aussi leur affectation et leur parcours ultérieurs. Il y a dans certaines fédérations une véritable gâchis de compétences humaines communisètes. Des milliers de citoyens et de citoyens de France ont adhéré au PCF. Le pourcentage de celles et de ceux qui y sont restés est infime. Ce fait mérite qu'on s'interroge sérieusement à ce sujet.

Au niveau national, il est urgent d'assurer l'édition de textes choisis des œuvres de Marx et de Lénine ainsi que d'études originales sur les principaux problèmes de notre société en crise.

B) Autre problème, celui des structures et de la composition de la direction nationale du PCF. J'ai bien connu bon nombre de dirigeants du parti durant la période 1945-1985. Certains étaient remarquables. Le niveau a baissé à partir de 1972. Les choses se sont dégradées de façon sensible avec l'accès à la tête du Parti de Robert HUE et de ses critères de sélection sur la base d'un clientélisme opportuniste. Le Congrès de Mantes a institutionnalisé ces errements et ces pratiques. Je pense qu'il convient de repenser, à partir de l'expérience des 40 dernières années ces problèmes des structures de la direction nationale et des critères de sélection de ses cadres.

11

Je m'possède pas l'expérience suffisante pour formuler un jugement sur ces questions. Mais, il est clair que le problème doit être posé et traité. On ne peut pas, on ne doit pas continuer sur la lancée stérilisante des dernières décisions dans ce domaine.

Je conclus. Nous sommes confrontés à un problème d'une grande complexité : celui de la nécessité de changer DE société. Ce problème, l'humanité l'a résolu plusieurs fois dans le passé, dans des conditions différentes. Nous disposons de la meilleure théorie pour le faire - celle de Marx, d'Engels et de Lénine - mais cette théorie n'est pas un dogme et ses auteurs ont toujours refusé qu'elle le devienne, à juste titre. Il importe donc à chacun de nous de la connaître et de l'actualiser en fonction de l'évolution des circonstances. La crise du capitalisme financier international est celle d'un système économique parvenu à la fin de son parcours historique. Ce système a sa façon de dépasser ses crises - la guerre mondiale. Il l'a pratiquée en 1914 et en 1939. Il est prêt à le refaire.

La crise du Parti Communiste Français est de nature différente. Elle résulte d'orientations erronées et du choix de certains hauts dirigeants dont les capacités n'étaient pas à la mesure des problèmes posés. Cette crise du PCF a commencé avec le silence observé durant de trop longues années à propos des thèses erronées du stalinisme et de ses pratiques anti-démocratiques et répressives. Elle s'est accentuée par la mise en oeuvre en France d'une politique d'union en 1964 à caractère opportuniste dont les effets se sont fait sentir durant les décennies suivantes, notamment à travers le choix de dirigeants incompétents. Je pense plus particulièrement à Georges Marchais choisi au 20^e Congrès de préférence à Roland LEROY infiniment plus capable.

Je pense aussi à son successeur. / ...

préconisé par G. Marchais, en l'occurrence Robert Hue. Robert Hue a accentué la politique de collaboration gouvernementale avec le parti socialiste sur la base d'une simple déclaration de bonnes intentions. Il a ensuite modifié en 1999 les structures et le mode de fonctionnement des partis communistes français. A partir de là, les problèmes ont pris une dimension nouvelle, plus grave. Les corrections apportées depuis ont été partielles et très insuffisantes.

Aujourd'hui le question est posée : mutation ou sédition ? Evidemment, tout dépend du sens que l'on entend donne au terme de "mutation". Pour ma part, j'entends ce terme dans le sens que Georges Sèze voulait dire quand il utilisait le mot de "métamorphose". Un terme savant qui donne, à mon sens, la juste ampleur du travail de réflexion et d'action à accomplir.

J'ai tenté de contribuer à en définir et à en préciser les principales orientations dans les pages précédentes. Une chance de changer de société se présente devant notre peuple d'ici 15, 20 ou 25 ans. C'est dans cette perspective qu'il nous faut penser et réaliser cette mutation dès maintenant. Il est toujours plus tard qu'on se l'imagine.

À Rennes, le 24 septembre 2018

Ch. Bertin
membre du PCF depuis
octobre 1944